

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1852 — 1853.

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

### FEUILLETON N° 7.

M. ALLARD, rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 6363.                                    | Par pétition datée d'Aerseele, le 16 février 1852,<br>Plusieurs teneurs d'échoppes à Aerseele demandent la révision de la loi qui les soumet à un droit de patente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.  |
| 2.                           | 6592.                                    | Par pétition datée d'Heyst-op-den-Berg, le 16 novembre 1852,<br>Le sieur Laumans prie la Chambre d'autoriser l'échange de quelques récépissés des emprunts de 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.  |
| 3.                           | 6556.                                    | Par pétition datée de Malines, le 9 novembre 1852,<br>Le sieur Wauters-Dierickx demande que le Gouvernement soit autorisé à échanger ses récépissés des emprunts de 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.  |
| 4.                           | 6561.                                    | Par pétition datée de Theux, le 11 novembre 1852,<br>Plusieurs membres du conseil communal de Theux prient la Chambre de décider à qui du conseil communal ou du collège des bourgmestre et échevins, appartient le droit de désigner les avocats et avoués qui seront chargés de représenter la commune devant les tribunaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 5.                           | 6591.                                    | Par pétition datée de mai 1852,<br>Plusieurs habitants de Bruxelles demandent la révision de la loi sur la garde civique. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative à la garde civique.   |

6. 6590. Par pétition datée de Gand, le 17 novembre 1852,  
Plusieurs typographes, imprimeurs, lithographes et  
relieurs à Gand, prient la Chambre de rejeter la conven-  
tion littéraire conclue avec la France. — Concl. — Renvoi  
à MM. les Ministres des Affaires Étrangères, des Finances  
et de l'Intérieur.
7. 6594. Par pétition datée de Nives, le 11 novembre 1852,  
Le conseil communal de Nives prie la Chambre de  
donner son approbation au traité conclu avec la France.  
— Concl. — Renvoi à MM. les Ministres des Affaires  
Étrangères, de l'Intérieur et des Finances.
8. 6557. Par pétition datée de Kessenich, le 10 novembre 1852,  
L'administration communale de Kessenich demande  
que le bureau des douanes d'Ophoven soit transféré à  
Kessenich. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Fi-  
nances.
9. 6595. Par pétition datée de Mons, le 17 novembre 1852,  
Le sieur Stievenart, messenger piéton du bureau de  
poste de Mons, prie la Chambre de lui faire obtenir une  
augmentation de traitement. — Concl. — Ordre du jour.
10. 6596. Par pétition datée de Jodoigne, le 17 novembre 1852,  
Le sieur Falkembergh, secrétaire de trois communes  
dans le canton de Jodoigne, demande l'établissement  
d'une caisse de retraite en faveur des secrétaires commu-  
naux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
11. 6601. Par pétition datée de Malines, le 19 novembre 1852,  
Le sieur Sches demande une loi qui autorise le Gou-  
vernement à décerner, chaque année, des récompenses et  
des subsides aux écrivains et aux journaux qui se sont  
distingués par leurs écrits en faveur de la religion, de  
l'ordre social et politique, et du progrès des sciences. —  
Concl. — Ordre du jour.
12. 6612. Par pétition sans date,  
Le sieur Éliaert, commissaire de police à Vilvorde,  
demande une indemnité du chef des fonctions de minist-  
ère public qu'il remplit près le tribunal de simple police  
du canton. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la  
Justice.
13. 6613. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 novembre 1852,  
Les huissiers de l'arrondissement de Bruxelles deman-  
dent une loi qui les autorise à instrumenter devant les  
justices de paix, concurremment avec les huissiers atta-  
chés à ces tribunaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre  
de la Justice.
-